



FONDS DE SOUTIEN AUX STRATEGIES LOCALES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (FSSA)

SUBVENTION DU CRDI N° 105518 – 001

3^{ème} RAPPORT D'ETAPE 17/12/2009 - 17/06/2010

Burkina Faso, Mali, Sénégal

IED Afrique

17/07/2010

Le Fonds de Soutien aux Stratégies d'Adaptation aux Changement Climatiques (FSSA) bénéficie du soutien du **programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA)**, une initiative conjointe du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et du Department for International Development (DFID)

Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant la position du CRDI et du DFID

Sommaire

1. Synthèse	4
2. Contexte et justification	5
3. Niveau d'exécution des activités du FSSA	6
3.1. L'exécution des projets et les résultats déjà enregistrés	8
3.1.1..Projet d'amélioration de l'alimentation du bétail en saison sèche de l'Union DAWLA de Barkounba au Burkina Faso	8
3.1.2..... Projet d'appui au renforcement des activités d'adaptation aux changements climatiques des groupes ruraux du département de Ziou, province de Nahouri, piloté par l'Union Départemental des Professionnel Agricole de Ziou, Burkina Faso (UDPA Ziou)	10
3.1.3. Projet d'amélioration de l'alimentation des vaches laitières en saison sèche, de la Coopérative de production laitière de Koro, Burkina Faso	12
3.1.4..... Projet de récupération des terres dégradées de l'Union Dewral de Djibo, province de Soum, Burkina Faso	13
3.1.5..... Projet de valorisation de semences locales dans le département de Zitenga, Groupement PAAS PAONGO de Tanlili, Burkina Faso	14
3.1.6.Projet d'appui à l'aviculture par l'amélioration de la race avicole locale, présenté par le Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP) de DYA, Kaolack, Sénégal	15
3.1.7.....Projet d'appui à l'initiative de restauration des terres dégradées de Nguèye Nguèye, projet de l'association « les jambaar de Nguèye Nguèye », communauté rurale de Ngoye, département de Bambey, Sénégal.	18
3.1.8..... Projet de la radio communautaire de Koungheul, Sénégal : Information et sensibilisation sur les changements et variabilités climatiques.....	19
3.1.9.....Projet de la coopérative multifonctionnelle Jeka Baara, Sibiribougou, commune IV du district de Bamako Mali : Formation sur les changements climatiques, sensibilisation et vulgarisation des foyers Nyeta et des paniers autocuiseurs.	21_Toc273027561
3.1.10..... Projet de développement de la pratique des trous de semis ou « zaï », conduit par le Réseau communal de développement participatif (RECODEPA), arrondissement de Baguineda, cercle de Kati, Mali.....	23
3.1.11..... <i>Projet de la coopérative agricole multifonctionnelle de Timissa « Sininyesigiton » Mali : mobilisation des exploitations agricoles familiales et renforcement de leurs capacité pour une meilleure réponse aux problématiques des changements climatiques.....</i>	24
3.2. Quelques leçons tirées	26

3.3. Les difficultés majeures notées au cours de ce semestre	27
4. Réalisation et gestion du projet	28
5. Résultats du projet et diffusion	28
6. Création de compétences	29
7. Incidences.....	29
8. Recommandations.....	32
9. Annexes	32

1. Synthèse

Ce rapport d'étape sur le FSSA porte sur la période de 17 décembre 2009 à 17 juin 2010. Cette période a été marquée par la mise en œuvre effective des 3 derniers projets ayant connu des difficultés de démarrage. Les plateformes et les comités nationaux de pilotage ont assuré régulièrement le suivi et l'accompagnement des OP bénéficiaires dans la réalisation de leurs projets qui sont tous en pleine exécution. La coordination du FSSA a accompagné les OP, les Plateformes et les comités nationaux de pilotage dans la mise en œuvre des projets d'adaptation. Elle a effectué des missions de suivi des initiatives d'adaptation dans les trois pays. Les études sur les situations de référence des projets permettant de déterminer la valeur ajoutée du FSSA par rapport à ces initiatives, ont été réalisées.

Il faut noter à l'échelle des projets, une amélioration sensible des instruments de gouvernance des ressources notamment financières avec un principe de transparence et de participation effective dans toutes les structures porteuses. De même, les mécanismes de collaboration se sont renforcés entre organisations porteuses, plateformes et institutions de recherche. Ainsi, des activités de formations conjointes inter-projets (le système d'alerte précoce Koungheul), rencontres d'échanges (Nguèye Nguèye-Jeka Bara), visites d'échanges (convention locale de Khatre Sy) ont pu avoir lieu se semestre.

D'ores et déjà, les projets ont globalement généré une amélioration des revenus et un renforcement de la résilience face aux changements climatiques. En effet, certains projets, à vocation économique, se sont révélés des portes d'entrée à effet d'entraînement. L'exemple de Nguèye Nguèye est illustratif : partant de l'embouche bovine et de la diffusion de foyers améliorés à des actions de protection et de régénération de l'environnement à travers une convention locale en gestation. D'autres projets utilisent les ressources financières issues des premières actions pour investir dans des technologies agricoles plus adaptées.

Enfin, les ateliers à mi parcours d'échange et de partage d'expériences entre les porteurs de projets (Mali, Burkina Faso) ont permis de partager les résultats et enseignements intéressants déjà enregistrés. Ils marquent également le démarrage d'un processus formel de capitalisation de ces projets qui sera l'objet du prochain rapport.

2. Contexte et justification

Les changements et les variabilités climatiques risquent d'accentuer la vulnérabilité des populations rurales des pays du Sahel. Cette zone de transition, à la fois floristique et climatique, entre le domaine saharien au nord et les savanes du domaine soudanien, est l'une des régions les plus fragiles face aux effets des changements climatiques, selon le GIEC. Les changements climatiques vont donc continuer d'affecter de manière très significative cet espace entraînant la baisse des rendements agricoles, la faible productivité de l'élevage, la désertification. Or, la survie des communautés à la base dépend, pour l'essentiel, de l'exploitation des ressources naturelles, notamment à travers l'agriculture et l'élevage, qui subissent fortement des fluctuations climatiques difficilement prévisibles.

Pourtant ces populations ont un réel potentiel d'innovation et de formulation de stratégies locales. Elles ont toujours eu à développer des initiatives d'adaptation pour atténuer les effets d'un environnement sahélien peu favorable. C'est sur cette capacité que s'appuie le Fonds de Soutien aux Stratégies Locales d'Adaptation aux Changement Climatiques (FSSA).

Le renforcement de ces capacités d'adaptation passe par la connaissance plus approfondie sur les changements climatiques, la valorisation, l'analyse et la capitalisation des stratégies endogènes d'adaptation, la mise en place de partenariats scientifiques et techniques ouverts sur le monde, la diffusion et le partage des connaissances acquises sur le phénomène.

Le FSSA vise à renforcer les capacités et stratégies locales d'adaptation en appuyant la mise en place de processus participatifs et innovants de recherche action qui mettent les communautés à la base, et particulièrement les petits producteurs, au centre du dispositif méthodologique et technique. Ainsi le FSSA marque une rupture avec les pratiques classiques de transfert de technologies. Il fait un pari sur la capacité des communautés à assurer le leadership aussi bien dans la définition des stratégies d'adaptation que de la gestion directe des ressources allouées pour renforcer ces initiatives.

3. Niveau d'exécution des activités du FSSA

Les activités programmées durant ce semestre et leur niveau de mise en œuvre sont résumés dans le tableau suivant :

Activités programmées	Activités réalisées	Résultats/Observations
Coordination et administration		
Suivi des activités du FSSA	Missions de suivi auprès des projets - 14 février 2010 : suivi du projet de Nguèye Nguèye - 09 - 21 juin 2010 : suivi des projets du Mali et du Burkina Faso	Les missions de suivi ont permis d'apprécier : <ul style="list-style-type: none"> - L'état d'avancement des projets, - Le système de gouvernance des projets, - Le recueil des leçons tirées et témoignages de certains bénéficiaires sur le FSSA - Les échanges sur les difficultés rencontrées - La formulation de recommandations L'exploitation de ces informations collectées et les rapports d'activités reçus trimestriellement des OP, a facilité l'élaboration de ce présent rapport d'étape.
Appui et élaboration de supports méthodologiques	Production de supports: <ul style="list-style-type: none"> - Fiches synoptiques des projets. - Grilles pour l'établissement de la situation de référence des projets Suivi de l'application des outils précédemment conçus <ul style="list-style-type: none"> - Guide de procédures de gestion des fonds, - Formats de rapports techniques et financiers, - Fiche de suivi des activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Réelle adoption des outils conçus - Adaptation et amélioration des outils par les OP - Amélioration globale des pratiques de gestion administratives, techniques et financières
Bulletin FSSA <i>Infos</i>	Le troisième bulletin a été conçu et diffusé électroniquement	Le bulletin a été diffusé à une liste électronique comprenant plus de 300 abonnés individuels et/ou institutionnels.
Appui aux plateformes		
Ateliers de partage des expériences et résultats à mi-parcours avec les porteurs de projets	Cette activité a été partiellement réalisée : Le Mali et le Burkina Faso ont déjà tenu leurs ateliers	Ces ateliers qui ont été préparés avec l'appui de la coordination du FSSA, ont été animés par les plateformes nationales. La capitalisation est faite au niveau des OP et des plateformes. Les résultats produits par ces ateliers ont contribué à alimenter le chapitre du

		présent rapport. sur les leçons tirées Les projets du Sénégal ont choisi d'attendre la fin de l'hivernage pour plus de disponibilité. L'activité est donc planifiée pour octobre 2010.
Encadrement et Suivi de la mise en œuvre des projets	Activité permanente	Cette activité est assurée par les plateformes nationales et les comités nationaux de pilotage. IED Afrique juge ce travail d'encadrement assez satisfaisant même s'il présente une contrainte principale liée à l'élaboration et à l'envoi quelquefois tardif des rapports de suivi par les comités de pilotage. Les périodes de suivi prévues sont souvent reportées à cause de l'indisponibilité à dates échues de certains membres des comités de pilotage qui ont des responsabilités dans leurs différentes institutions.
Formation inter projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Session de formation à Koungheul sur le système d'alerte précoce pour les OP du Sénégal - Visite d'échange entre Jeka Bara du Mali et Les « Jambars » de Nguèye Nguèye - Visite de la convention locale de Khatre Sy 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système d'alerte précoce est connu et des pluviomètres sont mis à disposition des communautés dans le département de Koungheul - Les technologies d'économies d'énergie sont partagées et des initiatives d'adoption sont en cours au niveau de Nguèye Nguèye
Expérimentation conjointe des initiatives d'adaptation		
Mise en œuvre des projets sélectionnés	En cours	Tous les 11 projets sont en pleine mise en œuvre.

3.1. L'exécution des projets et les résultats déjà enregistrés

Les stratégies d'adaptation présentées par les projets sélectionnés s'articulent autour des points suivants :

- La production de semences améliorées (mil, maïs, sorgho, niébé et arachide) en termes de productivité et de précocité,
- La restauration du couvert végétal, des sols et l'adoption de pratiques culturales adaptées comme la technique du zaï, les cordons pierreux
- La promotion de nouvelles technologies d'économie d'énergie : foyer amélioré, foyer Nyeta et panier autocuiseur
- le développement de cultures fourragères (niébé fourrager, maïs fourrager et le sorgho fourrager), le fauchage, l'ensilage et la conservation de l'herbe verte pour l'alimentation du bétail en saison sèche,
- le développement d'activités génératrices de revenus comme l'aviculture par l'amélioration de la race locale et l'embouche bovine
- l'information et la sensibilisation sur les changements et les variabilités climatiques,

Selon les projets, des résultats spécifiques suivants sont déjà enregistrés :

3.1.1. Projet d'amélioration de l'alimentation du bétail en saison sèche de l'Union DAWLA de Barkounba au Burkina Faso

Rappel

L'objectif global du projet est d'améliorer la disponibilité des fourrages en quantité et en qualité. Les activités à réaliser concernent la formation des membres de l'union aux techniques de fauche et de conservation du fourrage naturel ; la formation aux techniques de rationnement des animaux; la production de culture fourragères (niébé, sorgho et maïs) de qualité et la réhabilitation de fenils.

La conduite des opérations d'embouche, a été la principale activité prévue et réalisée durant ce semestre. L'alimentation des sujets a été assurée par le fourrage produit par l'union lors de la campagne 2009. Le tableau suivant donne les quantités de fourrages produites.

Tableau n°1 : Quantité de fourrages produite durant les campagnes 2008 et 2009

Fourrage produit		Quantité produite en 2008 (bottes de 10 kg)	Quantité produite en 2009 (bottes de 10 kg)
Culture fourragères	Niébé	715 bottes	1000 bottes
	Sorgho	682 bottes	3000 bottes
Herbe fauchée		455 bottes	1000 bottes

Comparé à la période 2008¹, les quantités de fourrage de niébé, de sorgho et d'herbe produite ont été respectivement multipliées par 1,4 ; 4,4 et 2,2. Le fourrage est destiné à améliorer la productivité des sujets soumis à l'embouche. Les tableaux suivants font la synthèse des résultats des opérations d'embouche et de production de lait.

¹ Cf. grille situation de référence Union Dawla, rapport projets Burkina Faso

Tableau n° 2 : Compte d'exploitation de l'opération d'embouche bovine en 2009 (en FCFA)

Nombre de sujets	Prix unitaire d'achat	Charges d'exploitation	Prix de vente	Total prix de vente	Bénéfices
3 taureaux	200 000	252 000	375 000 x 2	1 575 000	453 000
			300 000 x 1		
3 vaches	90 000		175 000 x 3		

Le tableau montre qu'il y a une nette amélioration des performances des sujets engraisés par rapport à l'année 2008 où le prix de vente d'un taureau était de 200 000F. Le bénéfice obtenu avait permis à l'union Dawla d'acheter au courant du mois de mai 2010, 7 autres vaches à emboucher et destinées à la vente. Cette opération se poursuit normalement.

Tableau n° 3 : Compte d'exploitation production de lait (en FCFA)

Nombre de sujets	Charges d'exploitation (soins vétérinaires et compléments d'aliments)	Quantité de lait produite /vache/ jour	Revenus tirés (300F le litre)	Bénéfices
5 vaches	540 000	4litres	1 080 000	540 000

Une partie du bénéfice a été utilisée pour acheter 4 nouvelles vaches laitières pour les femmes de l'Union. L'autre partie a été versée dans le compte de l'Union sous forme d'épargne en vue de financer d'autres activités de lutte contre la pauvreté comme la production de la volaille qui est une activité, semble-t-il rentable au Burkina et dont l'étude de marché est déjà entamée par l'Union. Ces options constituent des éléments solides de pérennisation des acquis du projet. Par ailleurs, ce système de réutilisation des revenus contribuera certainement à réduire sensiblement la pauvreté de cette communauté d'éleveurs et subséquemment leur vulnérabilité aux variabilités climatiques.

Parallèlement, le fumier issu de cette activité d'embouche est utilisé pour fertiliser les parcelles de production de semences fourragères emblavées cette campagne par l'Union Dawla. Le rendement attendu à la fin de l'hivernage édifiera sur l'apport du fumier. L'élevage étant une activité contributrice en matière d'EGS, l'utilisation de la fumure organique combiné à la gestion des cultures fourragères permettra d'atténuer ces effets.

Le défi reste celui de l'optimisation de cette combinaison et de la mesure de ces effets d'où l'importance du partenariat avec des structures telles que l'Institut National de l'Environnement et de la Recherche Agronomiques et la Direction Provinciale des Ressources Animales. Déjà, les performances obtenues par l'Union sont partiellement imputables aux formations reçues (qui ont intégré aussi la sensibilisation et l'information sur les changements climatiques) sur les techniques de production fourragère et de fauche aux conseils

Gouvernance du projet

Sur le plan de la gouvernance du projet, c'est l'assemblée générale de l'Union qui décide des activités à réaliser, la répartition des fonds et la validation des comptes rendus d'exécution. Le bureau exécute les décisions prises par l'assemblée. Cette démarche a favorisé la participation des membres

et la transparence dans l'administration du projet et la gestion des fonds. Toute dépense effectuée a été justifiée. Les journaux de banque et de caisse ont été faits correctement. Les rapports technique et financier ont été élaborés selon les formats développés dans le cadre du FSSA. Ces outils sont maîtrisés par les responsables de l'union, car, ils sont la compilation des différentes propositions faites par les OP lors des ateliers méthodologiques. Cela a beaucoup facilité la maîtrise et l'application effective de ces outils.

Un autre aspect important a été noté dans la gestion du projet: les producteurs de chaque département (Zitenga, Barkounba et Nagréongo) s'étaient s'organisés librement selon les orientations de l'assemblée générale pour dérouler leurs activités de fauche et de culture fourragère. La plateforme et le comité national de pilotage ont assuré le bon déroulement des activités et ont veillé à l'application des outils. Actuellement il n'y a pas eu de difficultés majeures notées dans la gestion des activités. La longue expérience de l'OP dans la conduite de projets d'élevage à l'échelle locale, y est aussi pour beaucoup.

Les améliorations enregistrées dans les pratiques de gestion et l'accroissement des revenus de l'Union grâce aux performances de l'activité d'embouche bovine, mentionnée ci-dessus, contribue à la réduction de la pauvreté de ces communautés. Ainsi, l'amélioration de l'organisation, le perfectionnement du système d'embouche-vente-fertilisation réduit la vulnérabilité économique et renforce l'adaptabilité aux changements climatiques.

3.1.2. Projet d'appui au renforcement des activités d'adaptation aux changements climatiques des groupes ruraux du département de Ziou, province de Nahouri, piloté par l'Union Départemental des Professionnel Agricole de Ziou, Burkina Faso (UDPA Ziou)

Rappel :

Ce projet a pour objectif de renforcer les activités d'adaptation aux changements climatiques des groupes ruraux du département de Ziou à travers l'accroissement de la productivité, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration de la fertilité des sols par les techniques CES/DRS et l'agroforesterie. Les activités suivantes sont à mener : formation sur la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; réalisation et diffusion d'une émission radio sur la protection de l'environnement et les changements climatiques ; la formation des animateurs et des responsables de l'union sur les techniques de production et d'utilisation de la fumure organique ; sur les techniques de production du maïs ; test, démonstration et vulgarisation de variétés améliorées de maïs (réalisation d'un champ école dans 5 villages) ; renforcement de capacité sur la réalisation des bandes enherbées et la réalisation d'une pépinière forestière avec les espèces telles que l'Eucalyptus, le Moringa, le Chevalerie, le Samania.

Les activités de sensibilisation sur la protection de l'environnement, la session de formation des producteurs sur les techniques de production de semences améliorées de maïs et le démarrage des opérations de semis constituent les activités qui ont été réalisées.

Durant ces six derniers mois, 20 sessions de sensibilisation sur l'état de dégradation des ressources naturelles et les effets des variabilités climatiques ont été réalisées dans 5 villages (plus de 500 personnes environs sont touchées). La radio « Gulu » de Pô et celle de Zabré ont servi de supports aux séances de sensibilisation et à la diffusion de l'information. L'utilité de l'arbre, les conséquences des coupes abusives de bois, l'importance du reboisement, les conséquences des feux de brousse, la

nécessité de recourir aux semences améliorées dans un contexte de déficit pluviométrique, ont été les messages clés diffusés. Ces séances ont suscité un grand intérêt auprès des villageois. L'UDPA a, d'ailleurs, reçu beaucoup de sollicitation de paysans non membres de l'UDPA de l'Union.

Sur le plan du renforcement de capacités, 25 producteurs de l'Union ont été formés aux techniques de production de semences améliorées de maïs en vue d'augmenter en quantité et en qualité la production dans la zone. Les capacités de 10 autres producteurs ont été renforcées sur la production de semences certifiées de maïs. Le maïs de variété améliorée a bien poussé dans les 5 champs-écoles d'un demi-hectare chacun (1 par village). L'insuffisance et le déficit pluviométrique, une des manifestations de la variabilité climatique, souvent notés au Sahel, ne permettent pas aux variétés de semences à cycle long, de produire des rendements satisfaisants. Donc la production de semences plus hâtives et plus productives est liée directement aux variabilités climatiques. Cette activité de production de semences améliorées a un lien direct avec le changement climatique.

L'objectif de ces champs-écoles est de faire un test de démonstration et de promotion de variétés améliorées de maïs, une céréale très prisée dans la zone. Les différentes variétés concernées sont la SR21, le WARI, le BARKA, l'ESPOIR, le MASONGO et le BONDOFA. Ces variétés ont été développées par l'INERA et mises à la disposition de l'UDPA. Les opérations de semis pour les semences certifiées de maïs ont été effectuées par les 10 producteurs qui ont emblavé chacun un demi-hectare. La fumure organique produite par les 25 fosses fumières contribue à la fertilisation des sols. Une pépinière forestière de 10 000 plants (Samania, Chevalerie et Moringa) a également été réalisée. Cette pépinière est destinée à reconstituer le couvert végétal dégradé et promouvoir l'agroforesterie.

Les animateurs de l'Union effectuent un suivi mensuel des activités des producteurs. Parallèlement, les agents de la Direction Provinciale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Nahouri font un suivi trimestriel pour voir l'application des conseils techniques qu'ils donnent aux membres de l'union. Ce suivi auquel a participé la Fédération des Producteurs Agricoles du Burkina Faso avait permis aux producteurs de respecter les écartements et les interlignes selon les types de variétés. Ainsi leurs connaissances techniques en matière de production de semences sont renforcées. Les producteurs entretiennent un dialogue permanent avec ces chercheurs autour de cette initiative de production de semences améliorées entamée depuis 2007. Les variétés de semences cultivées par l'UDPA Ziou sont mises à sa disposition par l'Institut National de l'Environnement et de Recherche Agronomique (INERA) pour des tests de démonstration de leur performance. Les résultats attendus à la fin de cette campagne pourront être déterminants pour les recherches effectuées par cette institution. Cette démarche montre que la recherche-action est un axe fondamental dans ce projet.

Gouvernance du projet

A l'image de l'Union Dawla, lorsque les fonds sont virés, la présidente de l'Union convoque une assemblée générale pour informer tous les membres. C'est cet organe qui décide de l'utilisation de ces fonds selon les activités prioritaires à réaliser. Cette OP, à la différence des autres porteurs de projets, a des animateurs au nombre de 15 qui accompagnent les producteurs de l'union répartis dans les départements de Tiébélé, Zecco et Ziou dans la mise en œuvre des activités du projet. Ils font un suivi régulier et transmettent leurs rapports au bureau de l'organisation qui se charge d'informer l'assemblée. Au bout de trois mois de mise en œuvre, le bureau se réunit pour échanger sur le niveau de mise en œuvre des activités et formuler des recommandations pour la bonne marche du projet.

Chaque dépense effectuée fait l'objet d'une justification. S'agissant des rapports technique et financier, ils ont été élaborés selon les formats conçus de manière participative avec les bénéficiaires.

3.1.3. *Projet d'amélioration de l'alimentation des vaches laitières en saison sèche, de la Coopérative de production laitière de Koro, Burkina Faso.*

Rappel :

Ce projet vise à augmenter qualitativement et quantitativement la production de lait par la culture fourragère, le fauchage de l'herbe et la pratique de l'ensilage. Les activités suivantes sont à mettre en œuvre dans le projet : la formation des producteurs laitiers sur les techniques d'ensilage ; la formation des producteurs laitiers sur les techniques de construction d'une meule de foin ; la formation sur les techniques de construction de fosses fumières stabilisées ; le fauchage, le fanage, le stockage de l'herbe verte; la culture du fourrage notamment le dolique sur le champ collectif de la coopérative avec l'achat de semences

Depuis des années, les vaches laitières de la zone de Koro ont une faible productivité. Le déficit fourrager, conséquence des fluctuations pluviométriques, est considérable. En effet, la raréfaction du tapis herbacé, principale source de nourriture du bétail crée une carence alimentaire, accentuée en saison sèche. Laquelle fragilise encore plus les communautés de producteurs. C'est en réponse à cette situation critique et afin d'augmenter quantitativement et qualitativement la production de lait que ce projet a été mis en place.

Les activités de ce semestre concernent la fauche et la conservation de l'herbe verte, la construction de fosses fumières, le labour du champ de 10ha pour la culture du Dolique et le démarrage des opérations de semis.

Huit fosses fumières ont été construites. Cette fumure produite est destinée à améliorer la fertilité des sols destinés à des cultures fourragères afin d'avoir une bonne production qui peut assurer l'alimentation des vaches en saison sèche. Le champ de Dolique de 10ha a été labouré et 150 kg de cette semence fourragère ont été achetés par la coopérative de même que 150 kg de semences de sorgho fourrager. Les semis de ces espèces fourragères ont été effectués au courant du mois de juillet.

Ces activités ont été précédées par des sessions de renforcement de capacité de 24 producteurs sur les changements climatiques et les pratiques de l'ensilage. Ce démarrage tardif peut handicaper lourdement les résultats attendus à la fin du projet. Toutefois, le dynamisme des membres de la coopérative, leur expérience en production de culture fourragère et l'encadrement des services techniques de l'élevage, de la plateforme et du comité de pilotage, sont des facteurs positifs qui permettent de prévoir des résultats intéressants à la fin de la campagne.

Gouvernance du projet

Le bureau de la coopérative assure la gestion du projet. Elle planifie les activités à réaliser et rend compte à son assemblée générale, de l'évolution des activités, lors des réunions trimestrielles. Elle a un protocole de partenariat avec la coopérative de Lonin Tilani de Djibo sous l'encadrement de la Plateforme et bénéficie de la grande expérience de cette dernière en matière de production de fourrage. La coopérative de Lonin Tilani donne des conseils à la coopérative de Koro et assure le suivi technique des champs fourragers. Cette coopérative qui intervient pratiquement à travers tout le territoire, assistera aussi l'OP de Koro dans les séances de démonstration des techniques de fauche de l'herbe verte, de construction de meules de foin et des techniques d'ensilage du fourrage vert.

La consolidation de ces acquis participe du renforcement des capacités de résilience des membres de la coopérative face aux conséquences des variabilités climatiques. Le partenariat que ces producteurs ont développé avec cette grande coopérative de Lonlin Tilani, en plus des sept années d'expérience pratique dans le domaine de la production de fourrage, est un gage sûr de réussite du projet. Toutes les dépenses sont autorisées par le bureau et justifiées

3.1.4. Projet de récupération des terres dégradées de l'Union Dewral de Djibo, province de Soum, Burkina Faso

Rappel

L'objectif global du projet est d'améliorer les conditions de vie des membres du groupement et de leurs familles en augmentant les rendements agricoles grâce à la récupération et à la mise en valeur des terres dégradées. Les activités suivantes sont à réaliser : la formation des 22 producteurs dont les 2 pépiniéristes aux différentes techniques (zaï, compost, gestion de pépinière) ; le labour avec la charrue Delfino ; la construction et le remplissage des fosses fumières ; la réalisation des cordons pierreux ; la confection du zaï ; la mise en place d'une pépinière; le reboisement, le semis et la production agricole.

La dégradation des sols avec comme corollaire la baisse des rendements agricoles, est une des conséquences néfastes du réchauffement climatique. Car la chaleur et les rayons ultraviolets atteignent directement les sols et réduisent ainsi leurs capacités productives. Donc toute action de nature à restaurer ces sols dégradés et à développer des pratiques agricoles durables (zaï, cordon pierreux, reboisement en vue de limiter l'érosion éolienne qui est une autre manifestation des changements climatiques...), constitue une option pertinente d'adaptation aux changements climatiques. Par conséquent les activités développées à travers ce projet ont des liens avec les changements climatiques.

La construction de fosses fumières, le labour d'une parcelle de 10ha, la réalisation de cordons pierreux et le démarrage des opérations de semis ont été les principales activités de ce semestre conformément à la planification.

Dans le cadre de la production de fumure organique, quinze fosses fumières ont été construites et remplies. La parcelle de 10ha de l'Union a été labourée à la charrue Delfino. 20 chargements de moellons destinés à la réalisation d'ouvrages anti érosifs (digues en pierres filtrantes) ont été collectés. 50 kg de semences de sorgho et 75 kg de semences de niébé ont été plantées dans la parcelle d'une superficie de 10ha. Concernant l'activité de production de plants, 4500 pots sont disponibles et les semis ont été déjà faits. Les autorités locales sont impliquées dans la mise en œuvre du projet en facilitant l'accès de l'Union à la terre pour produire du fourrage. Certains conseillers municipaux sont membres de l'Union.

Gouvernance du projet.

Cette Union fait partie des OP qui ont démarré tardivement la mise en œuvre de leurs activités. Néanmoins, le processus d'exécution des premières activités laisse présager qu'au sortir de cette campagne agricole, Dewral pourra obtenir des résultats assez satisfaisants. Cela peut se justifier par la gestion transparente du projet où tous les membres sont impliqués à toutes les étapes : de l'information sur la disponibilité des fonds jusqu'au partage des comptes rendus d'exécution technique et financière. Dans l'élaboration de ses tout premiers rapports, la coopérative s'est conformée aux formats développés par le FSSA.

3.1.5. Projet de valorisation de semences locales dans le département de Zitenga, Groupement PAAS PAONGO de Tanlili, Burkina Faso

Rappel

Ce projet vise à améliorer les rendements des productions agricoles du Département de Zitenga, par la production de variétés locales de semences à cycle court et adaptées aux saisons des pluies de plus en plus instables. Les activités suivantes seront mises en œuvre dans le cadre de ce Projet : produire les 30 tonnes de semence de base à raison de 0,50 ha par chacun des 31 producteurs ; construire les 15 fosses fumières ; réaliser les 30 ha de cordons pierreux ; organiser des séances d'information et de sensibilisation sur les changements climatiques.

Les 15 fosses fumières prévues dans le projet ont été entièrement réalisées. 20 ha de cordons pierreux ont été réalisés. Le suivi de la stabilisation de ces fosses, de collection et de construction des cordons, a été assuré par le chef du service départemental de l'agriculture. Les producteurs ont semé le sorgho blanc, le sorgho rouge et le petit mil. Le tableau suivant donne une présentation synthétique de ces semences, leurs variétés et les superficies emblavées.

Tableau n°4 : variétés de semences et superficies emblavées

Spéculation	Variété	Cycle	Superficie	Quantité semée
Sorgho blanc	Maneg Moogo ou « Arrange le monde »	75 jours	2,5 ha	25 kg
	Keng Menga ou « Fait effort »	75 jours	2,5ha	25 kg
	Saanda Kuli	60 jours	2,5ha	25kg
	Bâo boosgo	70 jours	2,5ha	25Kg
Sorgho Rouge	Bas Yiire	60jours	3ha	30 Kg
Mil	Kazri miiga	70 jours	2,5ha	50Kg

Cette activité de production de semences a mobilisé 72 producteurs soit 12 personnes par variété. Les producteurs sont choisis par l'assemblée générale de l'OP sur la base de leur dynamisme dans l'organisation et de leur expérience en multiplication de semences.

La Fédération des producteurs agricoles du Burkina Faso à laquelle le groupement est affilié et l'ONG DIOBASS ont mis à la disposition de ces producteurs, ces variétés de semences. Le groupement a donné ces semences à ses producteurs pour multiplication afin de contribuer à la disponibilité et à l'accessibilité de semences locales améliorées. Chaque producteur doit faire quatre carrés de rendement de 10 m² chacun. A la fin de la campagne, les producteurs reversent au Groupement, les récoltes tirées de ces carrés de rendement qui seront distribués à d'autres producteurs ; ce qui permet la diffusion large de cette technologie. Les services techniques semenciers font le suivi de ces activités. Cette initiative appuyée par le FSSA, vient renforcer la recherche-action que le groupement sous l'encadrement de l'ONG DIOBASS, a entreprise depuis 2001. Cette recherche-action porte sur les conditions de performance et d'adaptabilité des variétés locales de semences sus mentionnées dans un contexte marqué par des fluctuations pluviométriques.

Gouvernance du projet

Le groupement, composé de 43 membres, dispose d'un bureau exécutif qui se charge de la gestion administrative et financière du projet. Toutes les dépenses effectuées sont examinées au préalable par

le bureau avant d'être autorisées. Le secrétaire général élabore les rapports d'activités selon les formats du FSSA, le soumet à l'appréciation du bureau avant de les partager avec l'ensemble des membres. C'est grâce à la simplicité et à la souplesse des modèles de rapports, que le groupement parvient maintenant à élaborer ses propres rapports. Avant, il se faisait appuyer dans cette tâche par les agents de l'agriculture du département de Zitenga. Parallèlement, le guide de procédures de gestion des fonds est en train d'être appliqué par l'OP, car pour la location d'un camion devant transporter les moellons pour la réalisation des cordons pierreux, le groupement a procédé à un appel d'offres restreint et a choisi le moins et mieux disant. La capacité technique et organisationnelle ainsi que l'autonomie du groupement sont renforcées. Ainsi, ils sont mieux outillés pour concevoir et conduire des stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

3.1.6. Projet d'appui à l'aviculture par l'amélioration de la race avicole locale, présenté par le Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP) de DYA, Kaolack, Sénégal

Rappel

Le projet vise à améliorer la productivité de l'aviculture traditionnelle, par l'introduction de coqs de race comme le bleu d'hollande dans des poulaillers des OP membres du CLCOP. Une partie des revenus tirés de cette innovation, servira à développer d'autres activités ayant un lien plus direct avec les changements climatiques, comme le reboisement, la production de semences de variétés hâtives, la régénération des sols avec l'appui d'un de leurs partenaires l'Institut National de Pédologie du Sénégal.

La construction des poulaillers, la mise en place des coqs de race, le démarrage de la pépinière communautaire et la formation des producteurs sur les techniques de fertilisation raisonnée avec du phosphatage de fond, ont été les activités programmées et réalisées durant ce semestre.

Le CLCOP de Dya poursuit la mise en œuvre de son projet. C'est ainsi que 15 poulaillers sont en activité et 39 autres en finalisation. Trente abreuvoirs et quarante mangeoires ont été achetés et mise à la disposition des bénéficiaires. 30 coqs de race ont été introduits et 100 poules mises en place pour lancer l'opération de croisement. 1006kg d'aliments ont été déjà achetés sur les 9750 prévus dans le projet. Les soins vétérinaires sont aussi apportés, car 750 sujets sont vaccinés.

L'activité avicole est confrontée actuellement à des difficultés. Les coqs de race ont été introduits dans les poulaillers durant la période de forte chaleur (avril-mai). Beaucoup de sujets sont morts à cause de ce premier contact avec la chaleur. Actuellement, il ne reste que 10 sujets sur les 30 premiers achetés. En réalité, ces coqs devraient être mis en place entre décembre et février lorsque la chaleur était moins forte. Ce qui leur aurait donné la possibilité de s'acclimater progressivement. Le CLCOP n'avait pas bénéficié des conseils du service technique vétérinaire de la localité sur le moment propice pour l'introduction de ces coqs. La première expérience d'aviculture menée par le CLCOP avait d'ailleurs été encadrée par un agent spécialisé de l'ANCAR qui a quitté l'organisation.

C'est après avoir cherché en vain des sujets, que le CLCOP s'est finalement adressé à l'agent vétérinaire qui disposait de ces races de coqs pour enfin procéder à l'achat et à l'introduction. Le technicien vétérinaire n'avait pas accompagné le processus de mise en place des coqs car n'étant pas impliqué dans le projet. Même, malgré, sa grande expérience en matière de conduite de cette activité avicole, il n'a pas été associé à la session de renforcement de capacité des relais vétérinaires qui a été conduite par l'ANCAR.

Ces difficultés appellent à une réflexion plus approfondie sur les problèmes de collaboration qui existent généralement entre les organisations paysannes qui prônent une certaine autonomie et responsabilité dans la conduite de leurs projets et certains services techniques d'encadrement. Ces organisations à l'image du CLCOP qui a été promu par le Programme des Services Agricoles et appui aux Organisations de Producteurs (PSAOP), dont l'ANCAR en est une composante, gagnerait à mieux collaborer avec les services techniques étatiques afin de continuer à bénéficier de leur expertise et renforcer ainsi progressivement son autonomie. Le CLCOP semble enfin le comprendre, car il a fait les démarches nécessaires pour s'attacher les services de l'agent vétérinaire qui a été même invité à l'atelier local de lancement du projet à Dya pour qu'il puisse accompagner la mise en place des coqs de race et le suivi mensuel requis. La plateforme a entamé des négociations pour faire intégrer le service technique vétérinaire dans le comité de pilotage, ce qui va faciliter les suivis de la conduite des poulaillers.

A priori, la relation entre l'aviculture et les changements climatiques semble ne pas être évidente. Mais il est important de rappeler que les populations de cette localité, sont confrontées à une baisse drastique de la productivité et des rendements agricoles due dans une certaine mesure aux fluctuations pluviométriques difficilement prévisibles. Cette situation entraîne une détérioration des conditions de vie de ces populations dont la survie dépend essentiellement de l'agriculture. C'est pour pallier à ce phénomène et permettre à ses membres de mener des activités alternatives en vue de diversifier leurs sources de revenus et renforcer ainsi leurs capacités de résilience, que le CLCOP a initié ce projet d'amélioration de l'aviculture locale. Une partie des revenus générés par les activités avicoles, pourront servir à l'achat de semences de niveau base de mil « suna 3 », de niébé « mélakh » destiné à la consommation et du niébé fourrager.

A côté de l'aviculture, d'autres activités ont été menées. Il s'agit du démarrage de la pépinière. A ce jour, 2000 gaines sont rempotées et les semis de *Faidherbia albida*, de flamboyant, de *Parkinsonia*, de jujubier et « nep nep » ont été effectués. Au total, 40 producteurs ont été formés sur des techniques de fertilisation avec du phosphatage de fonds qui est destiné aux champs dans lesquels sera effectué le reboisement.

En dehors de ces activités, le CLCOP compte mener aussi des séances de sensibilisation de ses membres et le reste de la population sur les variabilités climatiques. La sensibilisation a d'ailleurs commencé depuis l'atelier local de lancement du projet où le CLCOP de la communauté rurale de Ndiembèl qui a été invité, avait émis le souhait de reproduire l'expérience avec l'appui de ses partenaires. Il n'existe pas encore un processus plus systématique de diffusion de l'expérience au niveau de la zone. Les résultats attendus de la première opération seront déterminants dans le processus de partage et de diffusion.

Gouvernance du projet

Le CLCOP de Dya qui regroupe 78 organisations de producteurs avec au total 2700 personnes, dispose de deux organes : l'assemblée générale et le bureau exécutif. Auparavant, la gestion des activités de ses projets était uniquement assurée par le bureau exécutif qui rendait compte à l'assemblée générale lors des sessions ordinaires ou extraordinaires. Avec le FSSA, les ordres de décaissement et les bilans de campagne sont élargis aux membres des différentes commissions (agriculture, élevage, environnement...) et au conseil agricole et rural. Une telle démarche nouvelle favorise l'implication effective de l'ANCAR dans le projet, favorise la transparence dans la gestion des fonds et contribue à la pérennisation du projet ; puisse que des structures d'encadrement comme l'ANCAR sont là pour accompagner les organisations de producteurs.

Dans le cadre de ce projet de recherche action, l'ANCAR appuie le CLCOP par des orientations et des conseils techniques. Cette activité soulève pour elle, des questions de recherche liées aux conditions de performance, d'adaptabilité et de productivité des coqs de race dans un tel milieu. L'implication des Eaux et Forêts dans les activités de pépinière par la mise en place des gaines, l'encadrement attendu de l'agent vétérinaire de la localité dans le suivi sanitaire des poules et des coqs de race et l'Institut National de Pédologie dans les activités de fertilisation des sols par le phosphatage de fonds, sont des éléments qui viennent renforcer les perspectives de pérennisation du projet qui se fonde sur l'hypothèse que l'aviculture avec l'introduction des coqs de race est une activité viable et pertinente, capable d'induire des changements significatifs dans la capacité des communautés de Dya à faire face aux chocs et stress provoqués par les changements climatiques

Un autre point important dans la gouvernance du projet est relatif au mécanisme de gestion de l'activité avicole mise en place. Actuellement, 10 OP sont choisies sur la base de leur engagement dans les activités du CLCOP et leurs capacités de mobilisation de ressources financières pour assurer leur contribution au financement de l'activité. Pour bénéficier de l'introduction d'un coq de race et d'un fonds de roulement pour assurer les premières opérations, chaque membre d'OP, participe pour un montant de 3500F à la constitution de l'apport du CLCOP dans le budget total du projet. Il a en charge de mettre dans son poulailler 10 poules. Au bout de deux ans, il devra rembourser intégralement les 113 980F que le CLCOP lui a versés pour le démarrage de son activité. Ce remboursement se fera en 10 versements à partir du 6^{ème} mois d'exploitation soit 13500 f tous les deux mois. Le remboursement des premiers bénéficiaires va permettre à d'autres membres de bénéficier de cette activité. Ce système constitue un élément pertinent de pérennisation de l'expérience.

Le suivi des activités doit se faire à deux niveaux. La commission interne de suivi, composée de producteurs relais formés en soins vétérinaires, fait tous les deux mois, le tour des poulaillers pour voir l'état sanitaire des sujets. Elle élabore son rapport de suivi et le transmet au bureau du CLCOP. Si des problèmes sont décelés, le bureau doit informer le conseiller agricole et l'agent vétérinaire pour une intervention d'urgence. Le comité national de pilotage qui coordonne le système de suivi, en relation avec le CLCOP, identifie les solutions à mettre en œuvre afin de juguler les problèmes identifiés. Malheureusement, ce dispositif n'avait pas fonctionné à tous les niveaux pour des raisons déjà mentionnées plus haut. Cependant, la démarche mise en place par la coordination du FSSA en vue d'une mise en relation du CLCOP avec le service vétérinaire et la plateforme, devrait contribuer à renforcer le dispositif de collaboration entre ces différentes structures. Le système de gouvernance du projet adopté par le CLCOP est basé sur la participation active des différents membres. Le crédit revolving dont les premières opérations de remboursement vont démarrer dans 4 mois permet à d'autres producteurs de bénéficier du projet.

Par ailleurs, en relation avec l'Institut de Recherche Développement (IRD), certaines femmes membres du CLCOP développent, une innovation importante dans le cadre du reboisement. Celle-ci consiste, à stimuler la croissance de certaines essences, comme le *Melifera*, par l'inoculation. Cette expérience de recherche contribue potentiellement au renforcement des acquis du projet FSSA ; Dans cette perspective elle mérite d'être étudiée de manière approfondie et capitalisée afin de voir sa pertinence comme pratique d'adaptation dans le milieu.

3.1.7. Projet d'appui à l'initiative de restauration des terres dégradées de Nguèye Nguèye, projet de l'association « les jambaar de Nguèye Nguèye », communauté rurale de Ngoye, département de Bambey, Sénégal.

Rappel

Ce projet de gestion des ressources naturelles cherche à développer la régénération assistée à limiter les coupes abusives de bois, à réhabiliter les grandes marres et marigots du terroir et à promouvoir les technologies d'économie d'énergie comme les foyers améliorés. A cela s'ajoute l'activité d'embouche bovine qui permet aux membres de l'association d'avoir assez de revenus.

La promotion de technologies d'économie d'énergie comme les foyers améliorés constitue une activité phare du projet de l'association. En plus des 150 foyers qui ont été construits avec le premier virement, 120 autres ont été confectionnés et vendus entre février et avril 2010. Le montant de la contribution des femmes est passé de 1000F à 1500F (pour un prix unitaire de 4500F), suite aux recommandations formulées par la coordination du FSSA pendant la mission de suivi de cette initiative au mois de février 2010. Cette augmentation progressive du prix permet à l'association d'avoir plus de fonds pour assurer la continuité de l'activité. En contrepartie de cette subvention, l'association attend des femmes, qu'elles soient plus actives et engagées dans les activités de conservation des ressources naturelles et dans la sensibilisation sur l'adoption de pratiques d'économie d'énergie.

L'activité d'embouche vient renforcer les alternatives pour faire face aux conséquences des variabilités climatiques. Actuellement 4 producteurs dont une femme bénéficient chacun d'un sujet à emboucher. L'objectif est de toucher 15 bénéficiaires. Tous les 6 mois, ces bénéficiaires remboursent $\frac{1}{4}$ du total (prix d'achat du sujet + 10%) à l'association pour permettre à d'autres membres de bénéficier du crédit.

Les 2 tonnes de fumier qui ont été produits par les premiers sujets vont contribuer à la fertilisation des sols. Il a été répandu sur les champs de proximité destinés à la subsistance des ménages sur un total cumulé d'environ 4 hectares. Les effets de ce de fumier sur le développement végétatif des plantes est déjà visible.

Avec l'appui du FSSA, les membres de l'association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye, ainsi que des conseillers ruraux et d'autres personnes des villages environnants avaient effectué, une visite d'échange à Khatre Sy dans le département de Tivaouane. Les chefs de services forestiers du département de Bambey et les responsables de la plateforme FONGS ont participé à cette visite. Celle-ci avait pour objectif de s'imprégner de l'expérience du village de Khatre Sy en matière de régénération naturelle assistée afin de mieux réussir la convention locale de gestion des ressources naturelles que l'association compte mettre en place. La régénération naturelle assistée sera une activité phare de cette convention locale. Les villages concernés sont Danoungaye, Ngodjilène, Nguèye Nguèye, Ngascop et Darou Nguèye Nguèye. La convention locale devra permettre la régénération du couvert ligneux et la diminution des coupes abusives. Ainsi les peuplements de ligneux pourront constituer de haies vives qui limiteront l'érosion éolienne et la dégradation des sols, dues en grande partie aux changements climatiques. Le développement de la végétation par la mise en œuvre de la convention locale, constituera à terme une sorte de puits qui contribuera à la séquestration du carbone. Ces constats démontrent le lien entre la convention locale et les changements climatiques.

Une autre visite d'échanges a eu lieu à la FIARA de Dakar, édition 2010. Elle a permis une rencontre avec la coopérative Jeka Bara du Mali qui, grâce à l'appui du FSSA, était venue faire la promotion de ses paniers autocuiseurs, technologie innovante d'économie d'énergie. Cette visite a suscité auprès des membres du groupement de Nguèye Nguèye, un intérêt particulier pour la diffusion des paniers dans leur zone. Ces types d'échanges favorisent l'apprentissage mutuel entre OP et contribuent à une meilleure visibilité du FSSA.

Gouvernance du projet

L'association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye dispose d'une assemblée générale qui décide de l'utilisation des fonds et valide les comptes rendus d'exécution technique et financière. La gestion du projet est basée sur l'inclusion et la transparence. Tous les membres sont informés de la disponibilité des fonds et participent à planification et la réalisation des activités. L'OP utilise les carnets de recettes dépenses où tous les mouvements financiers sont régulièrement enregistrés. Toutes les dépenses sont justifiées et les pièces sont minutieusement conservées par le trésorier de l'association. Les capacités de gestion et la responsabilisation de l'association dans la conduite du projet, ont été renforcées. Ce qui est de nature à accroître considérablement le leadership de cette association dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'adaptation. A titre illustratif, le conseil rural lui a confié la réalisation de la pépinière de la communauté rurale. Le conseil rural a inscrit dans son budget de cette année, une ligne budgétaire d'un million de CFA pour la mise en place de cette pépinière communautaire qui doit contribuer à relancer le reboisement qui est une activité d'adaptation pertinente. Ceci peut influencer d'autres OP de la localité à s'intéresser à la problématique des changements climatiques et à la manière dont elles pourraient s'organiser pour bâtir des stratégies d'adaptation.

3.1.8. Projet de la radio communautaire de Kounghoul, Sénégal : Information et sensibilisation sur les changements et variabilités climatiques.

Rappel

Ce projet vise à informer les communautés locales sur les conséquences des variabilités climatiques dans les activités agricoles de manière générale et à faciliter leur accès aux données et informations météorologiques nécessaires pour réussir une bonne campagne agricole. Il cherche aussi à porter à la connaissance de ces dernières, l'existence de stratégies pertinentes d'adaptation qui sont en train d'être menées dans le département de Kounghoul en vue de faciliter leur partage avec d'autres acteurs.

Sur les 24 émissions radio de sensibilisation prévues dans le projet, 17 ont été réalisées par les animateurs. Ces émissions ont permis aux communautés d'être informées et sensibilisées sur le concept de changements climatiques et de mieux appréhender les stratégies d'adaptation qui sont en train d'être pratiquées dans le département. Ces stratégies concernent par exemple, la régénération naturelle assistée (RNA), le reboisement, la protection et la gestion des ressources naturelles, l'embouche bovine. Deux reportages ont été réalisés dans les villages de Ndawène Saraniama et de Koumbidia Socé où les femmes pratiquent le maraîchage comme moyens de réduction de la pauvreté. Ces expériences ont été diffusées à la radio et enregistrées sous forme de vidéo. De telles activités permettent aux communautés concernées de faire face aux déficits de revenus agricoles engendrés en partie par les fluctuations pluviométriques. Les reportages peuvent ouvrir aux populations des perspectives de collaboration avec d'autres partenaires pour continuer à développer ces activités qui

réduisent leur vulnérabilité à la pauvreté et renforcent leurs capacités d'adaptation aux variations climatiques.

La radio a organisé une session de formation sur les techniques de mise en place d'un système d'alerte précoce, avec l'appui de la coordination du FSSA et de la plateforme FONGS. L'association « les Jambaar » de Nguèye Nguèye, le CLCOP de Dya et d'autres OP du département de Kounghoul étaient conviés à cette session de formation. Le FSSA et le projet piloté par la radio sont mieux connus par les acteurs. Cette formation a permis aux participants de mieux comprendre le rôle que joue la météorologie dans l'activité agricole. L'importance d'un pluviomètre a été largement partagée et un plan d'actions pour la mise en place du système d'alerte précoce a été élaboré. La session était animée par le responsable de la station météorologique de Kounghoul. Un atelier d'une demi-journée est prévu avec le préfet du département et les services techniques pour lancer officiellement le système d'alerte précoce. Le lancement de ce système, sous l'autorité du préfet, créera certainement un déclic pour l'implication effective des services techniques. Il doit être un creuset d'échange, de réflexion et d'analyse sur les activités menées, les résultats obtenus et de leur impact dans le contexte du département.

La radio a accompagné aussi le lycée de Kounghoul dans l'organisation et la diffusion d'une conférence sur le réchauffement climatique organisée dans le cadre de ses journées culturelles, le 08 mai 2010. L'objectif était d'informer et de sensibiliser les élèves sur les effets liés à ce phénomène et de leur inculquer une véritable culture environnementale.

Toujours dans le cadre des activités de son projet, la radio a accompagné l'Inspection Départementale de l'Education Nationale, dans ses activités de génies en herbe avec les élèves, pour que des aspects liés aux changements climatiques soient intégrés dans les questions à poser. Une évaluation de ces activités de génie en herbe permettra de déterminer les attitudes et comportements nouveaux qui ont été impulsés. Le comité départemental sur les changements climatiques qui sera mis en place et au quel lequel l'Inspection départementale sera membre, constituera un mécanisme pour assurer la continuité de cette dynamique à la fin du projet.

Gouvernance du projet.

Le comité de pilotage de la radio, dirigé par une femme, est l'instance qui définit les orientations et prend les décisions mises en œuvre par le directeur de la radio et les animateurs. Un compte spécial a été ouvert au Crédit Mutuel du Sénégal pour le projet et sa comptabilité est nettement séparée de celle des activités courantes de la radio. Cet aspect témoigne de la transparence que les responsables de la radio ont érigée en règle de gestion des fonds qui leur sont alloués. Les comptes rendus technique et financier élaborés conformément aux modèles développés dans le cadre du FSSA, sont partagés avec le comité de pilotage et les animateurs. Le comité de pilotage et les responsables de la radio se réunissent tous les trois mois pour discuter de l'état d'avancement du projet.

Les compétences renforcées des animateurs sur les changements et variabilités climatiques et l'intérêt que portent les populations au projet, constituent des leviers sûrs pour la consolidation des acquis du projet. Cet intérêt des populations se manifeste par des interpellations directes, des lettres et des messages de félicitations adressés aux animateurs pour ces émissions sur les questions liées à la variabilité climatique. Un micro trottoir sera réalisé afin de mieux jauger les appréciations des auditeurs. A cela s'ajoute l'implication active de la station météorologique, du préfet du département, des services de l'agriculture, de l'élevage et d'autres structures comme l'IDEN pour qui la radio est

le principal moyen pour relayer les journées de génie en herbe dont les changements climatiques est un des thèmes centraux.

La compilation de toutes les émissions et reportages dans des CD audio et vidéo illustre le niveau d'organisation des responsables de la radio dans la gestion de leur projet. Les fiches techniques accompagnant les CD sont en train d'être réalisées et c'est après cela que la diffusion et le partage pourront se faire. Les responsables de la radio comptent descendre sur le terrain pour évaluer l'impact des messages diffusés et alimenter la réflexion autour de la question des variabilités climatiques et des pratiques d'adaptation. A ce niveau, il est possible pour la coordination du FSSA et la plateforme de les accompagner et de les former dans ce sens. Les besoins matériels et financiers seront évalués par la plateforme et la radio et la ligne budgétaire « formation à la demande » peut prendre en charge cette formation importante.

L'expérience de la radio sera aussi partagée avec l'union des radios communautaires du Sénégal (URAC). Les membres de l'union souhaitent que cette initiative soit reproduite dans leurs zones de couverture. Une visite d'échange à Kounghoul sera une bonne occasion pour la diffusion de cette innovation.

3.1.9. Projet de la coopérative multifonctionnelle Jeka Baara, Sibiribougou, commune IV du district de Bamako Mali : Formation sur les changements climatiques, sensibilisation et vulgarisation des foyers Nyeta et des paniers autocuiseurs.

Rappel

L'objectif principal du projet est de sensibiliser les communautés et de vulgariser les paniers autocuiseurs et les foyers Nyeta dans les grands centres de production et de consommation de charbon de bois. La formation des femmes de la coopérative sur la confection de paniers autocuiseurs et de foyers Nyeta, la sensibilisation et information sur le changement climatique, le reboisement sur la colline et la participation à des forums ou expositions nationales pour la vulgarisation de ces technologies d'économies constituent les activités essentielles du projet.

Le nombre de paniers autocuiseurs et de foyer Nyeta a considérablement augmenté par rapport à l'année dernière. Avant le FSSA, la coopérative n'avait en effet fabriqué que 3 foyers et 12 paniers. Aujourd'hui, en plus des 62 paniers qui ont été confectionnés au démarrage du projet grâce au premier transfert, 5 autres ont été fabriqués et vendus durant la période avril – mai 2010. Les 28 foyers Nyeta disponibles, ont été écoulés et 18 autres restent à fabriquer. Un bénéfice de 5000F a été tiré de la vente de chaque panier et 2500F de celle des foyers Nyeta.

Le tableau suivant compare les comptes d'exploitation avant et pendant le soutien du FSSA

Situation avant projet FSSA							Situation avec le projet FSSA en cours					
Produit	Nombre foyers fabriqués	Nombre vendu	Prix unitaire	Prix total	Charges	Bénéfice	Nombre fabriqués	Nombre vendus	Prix unitaire	Prix total	Charges	Bénéfice
Foyers Nyeta	3	2	15 000	30 000	30 000	0	28	28	10 000	280 000	210 000	70 000
Paniers	12	6	15 000	90 000	60 000	30 000	67	67	10 000	670 000	335 000	335 000
Total						30 000						405 000

Ce tableau montre qu'avant le démarrage du FSSA, la coopérative n'avait tiré qu'un bénéfice total de 30 000F de la vente de ses produits. Ceci peut s'expliquer par la cherté de ces équipements qui n'étaient pas à la portée des populations. Grâce à la subvention du FSSA, la coopérative a réduit les prix pour rendre les paniers et les foyers plus accessibles tout en assurant une marge bénéficiaire convenable de 405 000F à l'issue de la première opération. Ces revenus contribuent à la réduction de la vulnérabilité économique des membres de la coopérative.

Sur le plan de la diffusion de ces technologies, la plateforme CNOP a joué un rôle déterminant, car c'est elle qui facilite la participation de la coopérative à des manifestations nationales ou régionales qui sont de belles opportunités pour porter à la connaissance du public ces innovations. Cette facilitation consiste, entre autres, à l'appui à l'élaboration et à la transmission de requêtes budgétaires auprès de la coordination du FSSA pour la prise en charge des dépenses afférentes à la participation de la coopérative à ces manifestations. Les dernières requêtes en date, visaient la participation de cette coopérative à la journée nationale de la femme rurale au Mali et à la FIARA de Dakar. Ces deux manifestations ont beaucoup apporté à la coopérative.

En effet, à l'issue de la journée nationale de la femme rurale, le ministère de la femme, ayant perçu l'importance des paniers autocuiseurs, avait fait une commande de 12 paniers. Les nombreuses commandes que la coopérative a enregistrées entre juin et juillet 2010, atteste de l'utilité et des avantages que procurent ces technologies d'économie d'énergie. La visite d'échange effectuée entre cette organisation et l'association les « Jambaar » du village Nguèye Nguèye, lors de la précédente édition 2010 de la FIARA, a permis l'introduction et à l'adoption de cette technologie innovante d'économie d'énergie dans ce village ; ce qui contribue à une plus grande diffusion de cette innovation.

La deuxième session de sensibilisation des femmes productrices de charbon portant sur les changements climatiques s'est tenue. Ces dernières bénéficient d'un crédit de la caisse de la coopérative pour leur reconversion à d'autres activités plus sobres en carbone comme le petit commerce.

Gouvernance du projet.

La coopérative Jeka Bara est bien structurée. Elle est divisée en trois secteurs : le secteur transformation des produits de cueillettes, le secteur transformation des fruits et légumes et le secteur transformation des céréales. Tous les revenus tirés de ses activités sont systématiquement répartis en trois parts : une pour couvrir les frais d'achat de matières premières, une autre pour le maintien et le renouvellement des ses équipements et la dernière destinée à rémunérer les femmes qui ont permis de

générer les revenus. Les cotisations faites toutes les semaines alimentent leur caisse d'épargne. C'est le même système d'organisation qui a été appliqué à leur projet FSSA.

La coopérative, forte de 26 membres (toutes des femmes), partage tous ses comptes rendus technique et financier avec ces dernières. En ce qui concerne l'application des procédures de gestion des fonds, la coopérative s'est bien comportée car les avis de crédits qui montrent que les fonds qui lui sont transférés, sont positionnés dans son compte, sont montrés à tous les membres. Elle dispose comme toutes les autres OP bénéficiaires, d'un système de co-signature pour le retrait de l'argent destiné aux activités. Des bons de commande sont émis après le choix des fabricants des foyers Nyeta. Ce choix se fait aussi sur la base de factures pro forma soumises par au moins trois fabricants. Toutes les dépenses effectuées sont justifiées et validées par la présidente.

Cette bonne pratique de gestion des fonds et du projet, combiné à la dynamique organisationnelle de la coopérative et la confiance que lui accordent certains partenaires comme sa mairie d'appartenance, le ministère de la femme du Mali, sont autant d'éléments qui peuvent assurer la continuité du projet et contribuer sensiblement à la réduction de la vulnérabilité de ses membres aux chocs internes ou externes parmi lesquels, la forte variabilité du climat et ses corollaires.

3.1.10. Projet de développement de la pratique des trous de semis ou « zaï », conduit par le Réseau communal de développement participatif (RECODEPA), arrondissement de Baguineda, cercle de Kati, Mali

Rappel

Ce projet a pour objectif principal de récupérer et de valoriser les terres collinaires peu propices à l'agriculture sous labour à travers la pratique des trous de semis ou zaï qui sont moins exigeants en eau. La formation sur la technique de production de composte et du zaï, l'aménagement de deux champs de démonstration de la technique du zaï, la réalisation d'un micro barrage pour les activités de maraîchage de contre saison en zaï et la construction d'une case de biodiversité semencière à variétés hâtives, constituent les principales activités qui seront mise en œuvre.

Sur le champ de démonstration, le rendement à l'hectare obtenu de la parcelle en zaï de sorgho est de 1100 kg contre en moyenne 600 kg pour une même superficie sans application de la technique du zaï². L'objectif de cette activité est de démontrer la rentabilité de la technique du zaï par rapport aux autres pratiques culturales habituellement utilisées. Cette performance a permis aux populations de se rendre compte de la rentabilité de la technique du zaï dans le contexte des changements climatiques où la ressource en eau se fait de plus en plus rare. Ce test a été réalisé avec la culture du sorgho. Il faut rappeler que la production issue de la parcelle test zaï de sorgho a été vendue et le produit de la vente a servi à confectionner 100 ruches Kenyanes destinées à la production de miel. Cette introduction de l'apiculture diversifie et accroît les moyens financiers des membres de l'OP afin de réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité aux variations climatiques.

La case de biodiversité qui vient d'être construite, a pour objet de créer un espace physique adapté à la conservation d'une gamme de variétés locales performantes et hâtives, afin de les multiplier et de les mettre à la disposition des populations. Les déficits pluviométriques et la réduction tendancielle de la durée de l'hivernage, notés dans la zone, empêchent certaines variétés à cycle plus ou moins

² cf. grille situation de référence du RECODEPA

long d'arriver à maturité. Dans cette case de biodiversité, les variétés locales qui ont montré leur performance et qui ont tendance à disparaître de la zone, sont privilégiées. Cette forme de banque semencière sera réellement en activité à la prochaine campagne agricole.

La réflexion sur la valorisation des ressources en eau a conduit à la décision de construire un micro barrage. Il a été finalisé en juin 2010 d'un coût global de 1 000 000F CFA a été entièrement financé par le FSSA. Ainsi, les membres du RECODEPA vont pouvoir développer des activités maraîchères à la fin de la saison hivernale de cette année. Cela devrait constituer au final un filet de sécurité face aux conséquences des changements climatiques sur les campagnes agricoles.

Gouvernance du fonds.

Cette organisation dispose d'un bureau qui gère directement les activités et rend compte à l'ensemble des membres. Les membres se mobilisent pour le bon déroulement du projet. Ils sont présents à toutes les réunions et activités de terrain. Les fonds alloués par le FSSA, sont logés dans leur compte ouvert à la Banque Régionale de Solidarité (BRS). Ils sont en train d'appliquer le guide de gestion des fonds, car il y existe un système de co-signature et les dépenses sont justifiées. Les rapports financiers ont été élaborés avec des commentaires des rubriques budgétaires à l'appui.

3.1.11. Projet de la coopérative agricole multifonctionnelle de Timissa « Sininyesigiton » Mali : mobilisation des exploitations agricoles familiales et renforcement de leurs capacité pour une meilleure réponse aux problématiques des changements climatiques.

Rappel

Le projet contribue à faire reculer la menace de l'insécurité alimentaire sur les familles (due en grande partie aux conséquences des variabilités climatiques) à travers une prévention durable des crises alimentaires. Il vise à promouvoir l'utilisation de variétés semencières hâtives adaptées à la zone. La multiplication de semences, la formation sur la lutte contre les déprédateurs, sur les techniques d'amélioration et de maintien de la fertilité des sols, les émissions radio sur les variabilités climatiques constituent les principales activités à mener.

Les quantités de production de semences améliorées obtenues la campagne passée (2009-2010) ont permis à d'autres membres de la coopérative et même à d'autres paysans du village de Timissa de bénéficier de ces semences et de préparer la présente campagne hivernale 2010-2011.

Tableau 5 : productions obtenues durant les campagnes agricoles 2008-2009 et 2009-2010

Spécifications	Nombre de producteurs	Campagne 2008-2009			Campagne 2009-2010		
		Superficie	Rendement	Total production	Superficie	Rendement à l'hectare	Total Production
Arachide (fleur11)	20	2ha	750 kg/ha	1500kg	5 ha	817 kg/ha	4085 kg
Mil (Toronyou)	24	5ha	800kg/ha	4000kg	12ha	905kg /ha	11340kg
Sorgho (Jaakunbèn)	16	10 ha	480 kg/ha	4800kg	16ha	548kg/ha	8771kg
Niébé (Korobalen)	22	3ha	700kg/ha	2100kg	5,5ha	827 kg /ha	4548,5kg

En comparant les deux campagnes agricoles, on se rend compte que les rendements sont sensiblement améliorés du fait, entre autres, de l'effet d'intrants comme les engrais minéraux et les produits phytosanitaires, des formations notamment sur les techniques de culture, du compostage ainsi que l'encadrement soutenu par les services techniques de l'agriculture. Les intrants, les formations et l'encadrement ont toujours existé avant le FSSA, mais n'étaient pas suffisants. Le FSSA a renforcé les formations et systématisé le suivi et l'encadrement. Les informations fournies par la grille d'établissement de la situation de référence de ce projet confirment bien cet état de fait.

Une assemblée générale a été tenue par la coopérative pour prendre de nouveaux dispositifs et préparer la présente campagne. C'est ainsi que 50 nouveaux producteurs en plus des 63 de l'année dernière, ont été choisis pour mener les activités de multiplication de semences.

Dans une approche d'agriculture durable, on encourage la valorisation des ressources locales qui permet de réduire une forte dépendance des intrants externes. Existe-t-il des possibilités de valorisation des ressources locales (fumures organiques, agroforesterie, etc.). Cette question doit être discutée avec les membres du projet.

Gouvernance du projet.

L'assemblée générale de la coopérative se réunit en session ordinaire deux fois par an. Le conseil d'administration est chargé de surveiller et de contrôler en permanence les activités du projet. A la fin de chaque campagne, l'assemblée générale se réunit pour dresser un bilan de campagne qui décèle les difficultés rencontrées et les résultats à consolider. Le bilan de la campagne de l'année dernière a permis aux membres de la coopérative de se rendre compte des difficultés qu'avaient certains producteurs pour respecter les itinéraires techniques de chaque variété de semence. C'est ainsi qu'une fiche technique de suivi parcellaire a été conçue par la coopérative afin de mieux suivre les parcelles.

Sur le plan de la gestion des fonds, toute dépense est soumise à autorisation du bureau avant d'être exécutée. Les cahiers recettes dépenses dont dispose la coopérative lui permettent de mentionner les rentrées et les sorties d'argent et d'assurer ainsi la traçabilité des fonds. L'assemblée générale discute et valide aussi la situation financière arrêtée tous les trois mois. Ceci montre que la coopérative, a fait de la transparence, un crédo dans la gestion des fonds.

3.2. Quelques leçons tirées

L'exécution en cours des projets FSSA, laisse apparaître quelques enseignements que l'on peut résumer comme suit :

- Grâce aux échanges entre projets d'un même pays ou de pays différents (Association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye au Sénégal et l'association Jeka Bara au Mali), les organisations bénéficiaires ont amélioré leurs pratiques organisationnelles et acquis de nouvelles expériences (par exemple le panier autocoureur développé au Mali par Jeka Bara est adopté par l'association Jambaar de Nguèye Nguèye à la suite d'une formation par leurs collègues du Mali).
- Le réflexe de partage de l'information s'est renforcé au sein des organisations bénéficiaires, ce qui favorise la culture de la transparence et encourage ainsi les membres à s'approprier toute initiative d'adaptation ou de développement de manière générale.
- Le renforcement des rapports de collaboration entre communautés locales et partenaires, est déterminant dans le processus de renforcement du leadership de ces communautés. A titre d'exemple, le partenariat entre la station météorologique et la radio de Koungheul a permis aux animateurs de celle-ci de mieux comprendre l'utilité d'une information météorologique dans le contexte des variabilités climatiques. Grâce à ce partenariat aussi, un dispositif d'alerte précoce dans le département sera mis en place et piloté par la radio. Le partenariat entre l'INERA et les organisations porteuses de projets au Burkina Faso a renforcé les connaissances de ces dernières sur les itinéraires techniques des variétés de semences qu'elles multiplient.
- Les projets financés par le FSSA doivent servir de porte d'entrée pour systématiser une approche intégrée mettant en évidence les relations entre l'activité financée ainsi que les autres activités menées par l'organisation paysanne et les incidences de ces dernières dans la lutte contre la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et pour l'amélioration des conditions de vie des populations.
- L'exemple du CLCOP de Dya « Jambaar » de Nguèye Nguèye au Sénégal est illustratif. Grâce au financement FSSA, le CLCOP mène des activités de reboisement. En même temps l'Institut de Recherche Développement (IRD ex ORSTOM) renforce la capacité de certaines productrices dans la pratique d'inoculation d'espèces forestières pour accélérer leur croissance. Ces deux activités sont des éléments de renforcement d'une stratégie globale de restauration du couvert ligneux.
- La nature de certains projets et la durée du FSSA permettent difficilement d'obtenir des impacts à court terme. A titre d'exemple les actions de reboisement, de mise en place de bandes enherbées pour le développement de l'agroforesterie pratiquée par l'UDPA Ziou du Burkina Faso, n'auront de véritables impacts, qu'à moyen ou long terme car ces types d'activités prennent un peu du temps pour porter leurs fruits.
- L'implication des collectivités locales, favorise la prise en compte de la dimension adaptation aux changements climatiques dans les priorités de développement local. C'est le cas à Nguèye Nguèye où le conseil rural a inscrit dans son budget 2010, un appui d'un million de francs destiné à la production de pépinières pour renforcer et étendre à d'autres villages, les activités de reboisement initiées à Nguèye Nguèye. La collaboration tissée par les OP du Mali avec leurs collectivités territoriales, ont permis à ces dernières de s'engager à intégrer l'adaptation aux variabilités climatiques dans les Programmes de Développement Socio-économique des Communes rurales. Cet engagement se manifeste par la participation de conseillers

municipaux dans la mise en œuvre de certains projets et leur présence aux rencontres et assemblées générales des OP. Le partage continu de l'information et des rapports d'activités avec les collectivités locales (qui sont déjà convaincues de la pertinence des initiatives d'adaptation) et le maintien de leur implication dans les projets sont des conditions minimales pour que cet engagement soit effectif. La coordination du FSSA peut y contribuer en associant dans ses missions de suivi, les collectivités locales d'appartenance des OP bénéficiaires.

- Le partenariat enclenché avec d'autres programmes comme Réussir la Décentralisation (IED Afrique) et Infoclim, constitue un mécanisme de diffusion des acquis du FSSA. Le partenariat avec le projet Réussir la Décentralisation de IED Afrique se traduit déjà par le cofinancement avec le FSSA qui a appuyé l'association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye à faire une visite d'échange à Khatre Sy. La mise en relation qui peut être développée avec les réseaux Réussir La Décentration dans les pays d'intervention du FSSA, pourrait être un gage de succès pour l'ancrage des stratégies d'adaptation dans le processus de décentralisation et de développement local dans ces pays. Grâce au projet Infoclim et à l'action de la plateforme FONGS, le FSSA a pu mettre à la disposition de la radio communautaire de Koungheul, 4 pluviomètres pour lancer le dispositif d'alerte précoce. Ce partenariat sera maintenu afin de faire bénéficier au projet de la radio de Koungheul, l'expérience d'Infoclim en matière d'alerte précoce.

3.3. Les difficultés majeures notées au cours de ce semestre.

L'une des difficultés concerne le démarrage tardif de la mise en œuvre de certains projets du Burkina. Il s'agit des initiatives de la coopérative de Koro, de l'Union Dewral et du groupement PAAS PAONGO. La CPF et le comité national de pilotage, avaient jugé plus efficace, de répartir le premier virement qui était d'un montant limité, uniquement aux deux OP (UDPA ZIOU et Union DAWLA de Barkounba) pour la campagne agricole 2009-2010. En conséquence, les trois projets précités dont les activités dépendent aussi de la saison des pluies, risquent de couvrir la seule campagne agricole de cette année 2010-2011.

Quelques une des OP bénéficiaires du FSSA au Burkina Faso, n'ont pas à leur niveau des registres recettes dépenses pour comptabiliser régulièrement les mouvements ou flux d'argent même si, elles font correctement leurs journaux de caisse et de banque. C'est le cas de la coopérative de Koro. Son système de classement des pièces justificatives avec des chemises n'est pas tellement sécurisant. La plateforme CPF avait programmé une visite auprès de cette OP pour l'appuyer.

A ces difficultés, s'ajoutent la faiblesse des ressources financières liée couvrir correctement le coût liés à la mise en œuvre de certains projets, la faible capacité de certaines OP à identifier d'autres partenaires en plus de ceux qui les ont toujours accompagnées dans la mise en œuvre des initiatives. Ces OP ne savent pas comment bénéficier des opportunités de financement qui existent dans le domaine de l'adaptation et de la pauvreté. Elles ne sont pas souvent informées de ces opportunités de financement. Les plateformes nationales qui ont une expérience de mobilisation de ressources, pourra leur faciliter l'accès à l'information, les appuyer dans l'identification de partenaires potentiels stratégiques et renforcer leurs capacités en techniques d'élaboration de requêtes de financement. La faible capacité en matière capitalisation constitue également une contrainte, même si des initiatives telles que la réalisation de bilans de campagne et des séances de partage sont développées par les OP.

La mise en œuvre des projets a produit des résultats intéressants et des leçons tirées que les OP ne savent pas documenter et systématiser. C'est pourquoi, les plateformes avec l'appui méthodologique

de la coordination du FSSA, devront appuyer ce processus en participant plus activement dans la documentation des expériences. La coordination du FSSA proposera un canevas et une démarche méthodologique.

4. Réalisation et gestion du projet

Les activités subventionnées dans le cadre du projet et concernées par la période visée par le rapport sont décrites dans la section niveau de réalisation des activités.

Il n'y a pas eu de changement d'activités au cours de la période concernée par le rapport. Le prochain semestre sera mis à profit pour réaliser les activités suivantes:

- Suivi et coordination de la mise en œuvre des projets;
- Ateliers de formation spécifiques à la demande des projets ;
- Atelier sous régional de partage des résultats à mi-parcours
- Réunions d'animation et de capitalisation ;
- Visite d'échanges, réseautages, communication ;
- Capitalisation au niveau national ;
- L'élaboration du quatrième et cinquième numéro du bulletin FSSE Info
- Mise en place effective du système SEP : le renforcement de capacité du personnel de IED Afrique sur le SEP a été réalisé. Nguèye Nguèye a été choisi comme premier site d'expérimentation. Pour la mise en place de ce système de suivi dans les autres pays, les plateformes nationales, les comités de pilotage et les OP ont besoin d'être renforcés et accompagnés
- L'élaboration du document régionale de capitalisation et de plaidoyer en vue du partage des acquis méthodologiques et techniques du projet.

En plus de ces activités qui sont d'ailleurs à poursuivre, celles qui suivent sont aussi prévues pour le reste de la durée du projet :

- Atelier national de partage des résultats et leçons ;
- Atelier régional de partage des résultats et des leçons ;
- Rencontre avec les institutions régionales et sous régionales ;
- Production d'un film sur les expériences.

5. Résultats du projet et diffusion

Tous les supports méthodologiques conçus jusque là, les bulletins du FSSA, les rapports et le bilan d'étape, sont partagés avec les différents acteurs impliqués dans le FSSA et mis en ligne à travers le site web de IED Afrique. Les ateliers d'échange et de partage organisés par le Mali et le Burkina Faso ont été aussi des moments forts de partage et de diffusion des résultats de leurs projets. Les assemblées générales des OP et les bilans de campagne tenus par certaines d'entre elles, rentrent dans ce cadre. Les radios communautaires comme celle de Timissa au Mali, ont beaucoup contribué à la diffusion des résultats des projets.

6. Création de compétences

Grâce aux sessions de formations réalisées, les compétences des bénéficiaires se sont renforcées sur des aspects liés directement à la gestion des fonds, à leurs initiatives d'adaptation et au fonctionnement de leurs organisations. Les OP qui développent des activités ayant un rapport direct avec l'élevage, maîtrisent maintenant les techniques d'embouche, de culture de fourrage, de fauche, d'ensilage et de conservation du fourrage. C'est le cas des producteurs de l'union Dawla de Barkounba. Les résultats satisfaisants obtenus de l'exploitation de son opération d'embouche pour cette année, en est une parfaite illustration. D'autres OP comme celle de Timissa et de PAAS PAONGO, ont vu leurs compétences renforcées dans les techniques de production de semences améliorées. Les OP du Sénégal ont acquis une nouvelle compétence notamment dans la mise en place et le fonctionnement d'un système d'alerte précoce.

7. Incidences

Au bout d'une dizaine de mois de mise en œuvre des projets, des incidences ou changements sont notés. Ces changements sont décrits sous forme de témoignages suivants :

Témoignages du Président du Président Diallo Boureima de l'union Dawla de Barkounba, Burkina Faso

C'est avec le FSSA, que la concertation entre éleveurs de l'union s'est renforcée. Les sessions de formation ont fait que les éleveurs ont une plus grande maîtrise des techniques de culture, de fauche et de conservation du fourrage. Cette année, nous avons tiré plus de revenus à partir de l'exploitation de nos activités d'embouche ; ce qui nous rend moins vulnérable par rapport aux variabilités climatiques. Nous avons plus d'équipements comme les faucilles, les charrettes, les botteleuses et des fenils réhabilités pour mener convenablement nos activités de fauche et de conservation.

Du point de vue organisationnel, les rôles et responsabilités des différents membres du bureau de notre union sont mieux maîtrisés.

Le projet a mieux fait comprendre aux éleveurs l'utilité de l'élevage intensif dans un contexte marqué de plus en plus par la rareté du fourrage. Notre initiative a été visitée par le Président de la république lors de la journée paysanne du 03 au 05 mars dernier. Cette visite, largement couverte par la télévision nationale et la chaîne continentale « Africable », participe bien à la diffusion de l'information sur le FSSA.

Témoignages de Madame SIA Présidente de l'UDPA Ziou, Burkina Faso

Le FSSA a contribué à une meilleure gestion de notre organisation. A travers les formats de rapportage technique et financier, nous voyons maintenant que c'est plus aisé de rendre compte des activités réalisées et de l'utilisation des fonds reçus. Ceci peut favoriser la mobilisation de nouveaux partenaires. De manière générale, les outils élaborés dans le cadre du projet FSSA sont plus faciles à utiliser et accessibles aux populations. C'est grâce à ce Fonds qu'il y a plus de régularité dans la conduite de nos réunions. Après chaque trimestre, l'assemblée générale de l'OP se réunit pour faire un bilan des activités techniques et financières. La traçabilité de l'utilisation de nos ressources

financière est maintenant assurée du fait de l'existence de pièces justificatives qui a été une exigence du guide de procédures de gestion des fonds que nous avons eu l'opportunité de connaître avec ce programme. Grâce aux formations, les techniques de semis sont maintenant maîtrisées. Les écartements sont respectés pour chaque type de variété. Les résidus des récoltes ne sont plus brûlés, mais laissés dans les champs pour produire de l'humus et protéger les sols contre l'exposition des rayons solaires. Les activités de partage et de diffusion de l'information sur le projet et les conséquences des variabilités climatiques à travers les radios locales, font que notre organisation est sollicitée de partout et des gens veulent y adhérer. Nos autorités locales ont actuellement une meilleure considération de l'union.

Témoignages de monsieur Tamboura Amadou, membre de l'union Dewral, Burkina Faso

Il y a plus de rigueur dans la gestion administrative de l'OP, des contrats sont signés avec les prestataires de services dans l'exécution de tâches déterminées, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Grâce au FSSA, nous avons plus de moyens techniques (20 pelles, 10 pioches et brouettes) pour mener nos activités. La gestion financière et comptable est améliorée car des factures et pièces justificatives sont exigées et obtenues pour toutes dépenses. La collaboration avec nos partenaires est devenue plus solide. Notre accès à la seule charrue Delfino de la province, propriété du Projet de Développement de l'Élevage de Soum en est une illustration.

Témoignages de Alassé Ouégrago, paysan évaluateur, membres du groupement PAAS PAONGO, Burkina Faso

L'approche méthodologique qui sous-tend la mise en œuvre du FSSA, nous a permis de systématiser le suivi interne de nos activités. L'aspect intégré des cordons pierreux, du zaï et de la fumure organique est mieux perçu. Les canevas simples de rapports ont permis à nos responsables d'élaborer leurs propres rapports d'activités techniques et financières et de se passer ainsi des services des agents techniques qui nous aidaient dans la production de rapports.

Témoignages de Nogaye DIOP relais vétérinaire, membre du CLCOP, Sénégal

Nous avons amélioré nos pratiques organisationnelles avec le FSSA. Le bureau du CLCOP est élargi aux commissions et au conseil agricole et rural pour les ordres de décaissement et l'établissement des bilans d'activités. Les outils développés dans le cadre du FSSA qui se présentent suivant des modèles simples et pratiques, facilitent bien leur exploitation. L'exploitation des poulaillers va certainement permettre de réduire notre vulnérabilité à la pauvreté et incidemment aux changements climatiques, car les revenus qui seront générés combleront les déficits de revenus enregistrés avec la baisse des rendements agricoles.

Témoignage de Michel Ngor Diouf président de l'association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye, Sénégal

Le FSSA, a apporté des améliorations significatives dans nos pratiques habituelles de gestion. Maintenant, il y a plus de rigueur et de systématisation dans les actes de gestion financière des activités de l'association (les situations en caisse et en banque sont arrêtées chaque fin du mois, les

procédures d'appel d'offres sont adoptées permettant à l'association d'avoir un large éventail de fournisseurs à choisir et d'économiser ainsi des ressources). Le réflexe de rendre compte et la culture de la transparence se développent actuellement au sein de l'organisation, car dès que nous recevons les transferts de fonds de la coordination du FSSA, l'assemblée générale de notre organisation se réunit et décide de l'utilisation de ces fonds. Après exécution, le compte rendu technique et financier est présenté à cette assemblée pour discussion et validation.

L'apprentissage mutuel qui a été matérialisé par la formation par les pairs (entre les projets du Sénégal) sur le guide de procédures de gestion des fonds, a été d'un grand apport sur les pratiques organisationnelles de notre association. C'est grâce aux échanges de bonnes pratiques durant cette formation, que nous avons adopté le registre des visites qui donne une indication précise de l'objet et de la date de visite des partenaires dans notre village.

Témoignages d'Ousmane SARR, animateur de la radio communautaire de Koungheul, Sénégal

Grâce à la formation sur médias et changements climatiques, nos animateurs conduisent maintenant des émissions et des reportages sur les changements climatiques. Cette thématique fait actuellement partie intégrante de notre grille de programme et sera poursuivie même à la fin du projet.

Aujourd'hui à travers ce projet, la radio est suffisamment outillée pour assurer l'exécution de n'importe quel projet depuis la conception en passant par l'exécution et l'évaluation finale.

Notre collaboration avec la station météorologique de Koungheul est devenue plus solide et féconde. Ce projet, à cause surtout de sa démarche innovante impliquant les partenaires dans sa mise en œuvre, a catalysé l'engouement des autorités administratives autour de la question des changements climatiques dans le département.

Témoignages de Madame Rokia Cissé Présidente de la coopérative Jeka Bara, Mali

Ce Fonds est entrain de contribuer au développement de nos capacités de leadership dans le domaine de l'adaptation en tant qu'organisation représentative des communautés de base vulnérables aux changements climatiques.

Le processus méthodologique participatif qui sous-tend la démarche originale du FSSA, donne une responsabilisation pleine aux organisations rurales que nous sommes dans la mise en œuvre de ce projet tout en améliorant nos capacités techniques et organisationnelles.

Avec les revenus tirés de la vente des foyers économes en énergie, notre vulnérabilité à la pauvreté est considérablement réduite, ce qui nous prépare à mieux faire face aux changements climatiques.

Les collectivités locales nous considèrent plus, car la mairie de la commune IV de Sibiribougou à laquelle nous appartenons, nous avait confié la protection et le reboisement des collines qui se trouvent dans son périmètre communal. La réussite de nos actions de reboisement sur les collines de notre village a été le principal élément catalyseur de cette collaboration. Aussi à cause des paniers, notre réseau de partenariat s'est élargi au ministère de la famille, de l'emploi et de la formation.

Le projet a renforcé la cohésion entre les membres ; il est plus facile et rentable de travailler ensemble que séparément.

Témoignages de Bakary Fofana, adjoint au président de la coopérative agricole de Timissa, Mali

Grâce au projet FSSA, nous avons une meilleure collaboration avec la mairie et les services techniques de l'agriculture. Cette collaboration féconde a fait que notre coopérative a reçu des engrais de la direction provinciale de l'agriculture au moment où la campagne de distribution n'a pas encore démarré. La performance des semences améliorées que nous cultivons, va réduire notre degré de vulnérabilité aux changements climatiques.

Avant, la coopérative était isolée, sans considération de la part des populations, mais depuis le démarrage de notre projet FSSA avec les séances de sensibilisation, de partage et de diffusion des informations à travers la radio communautaire de Timissa, tout le monde s'intéresse maintenant à ce que nous faisons. Le FSSA a beaucoup amélioré nos pratiques organisationnelles. Le système de rapportage est devenu régulier avec une fréquence trimestrielle. Grâce à la subvention du FSSA, l'accessibilité à ces semences précoces est assurée.

8. Recommandations

Eu égard aux difficultés sus mentionnées, les recommandations suivantes sont formulées :

- ✓ Renforcer les capacités des OP à percevoir et à agir sur les influences mutuelles entre leurs activités agricoles et pastorales et la question de l'adaptation aux changements climatiques. Ce besoin de formation sur les changements climatiques a été formulé par bon nombre d'OP.
- ✓ Mettre à la disposition des OP du Burkina des cahiers recettes dépenses et des classeurs et renforcer ainsi leurs capacités. La plateforme CPF s'est déjà engagée dans ce sens.
- ✓ Renforcer les capacités des OP en matière de capitalisation. La coordination du FSSA et les plateformes ont un rôle déterminant à jouer pour la tenue de ces formations.
- ✓ Continuer à faire des réallocations budgétaires afin d'assurer le financement global des projets, car le cumul de leurs budgets est nettement supérieur au montant de la ligne « expérimentation conjointe » devant les prendre en charge. Donc, à défaut d'augmenter le budget du FSSA, des réaménagements s'avèrent nécessaires.

9. Annexes

1. Rapport étude sur la situation de référence des projets du Burkina Faso
2. Rapport étude sur la situation de référence des projets du Sénégal
3. Rapport étude sur la situation de référence des projets du Mali